

20210417 Reporterre

<https://reporterre.net/Dans-les-Hautes-Alpes-la-belle-solidarite-entre-paysans-et-migrants>

Reportage — Luttons

Dans les Hautes-Alpes, la belle solidarité entre paysans et migrants



[Simon Mauvieux, Maïa Courtois et Teresa Suarez \(Reporterre\)](#)

17 avril 2021 à 11h21 Mis à jour le 17 avril 2021 à 11h20

Hébergements, emplois, aide alimentaire, suivi social... Depuis 2016, de nombreux agriculteurs se mobilisent pour aider les exilés qui passent la frontière entre la France et l'Italie, au col de Montgenèvre, dans la neige et l'angoisse d'être attrapés par la police.

Montgenèvre (Hautes-Alpes), reportage

C'est une scène que seules ces années [troublées par le Covid-19](#) peuvent nous offrir. Des [télésièges à l'arrêt](#), une station de ski baignée dans le soleil, mais tristement vide. Et au pied des pistes, des centaines de personnes qui manifestent.

Ici, au col de Montgenèvre, les associations d'aide aux exilés alertent depuis plusieurs mois sur la [répression toujours plus forte](#) à la frontière franco-italienne. Le doublement des effectifs policiers depuis novembre 2020 fait courir toujours plus de risques à ceux qui tentent d'entrer en France en marchant pendant des heures dans la neige, souvent la nuit.

Dans le cortège de ce 20 mars, quelque chose frappait. Des dizaines de drapeaux jaunes étaient là pour rappeler la présence de la [Confédération paysanne](#), un syndicat agricole qui, *a priori*, n'a pas grand-chose à voir avec l'immigration et la répression policière. Et pourtant.

« *C'est important qu'il y ait nos drapeaux aujourd'hui, j'espère que ça fera prendre conscience à l'ensemble du monde paysan que nous avons des responsabilités en tant qu'agriculteurs* », lançait au micro Nicolas Girod, le porte-parole national du syndicat.



Lors de la manifestation à la frontière franco-italienne le 20 mars.

Les paysans, des hébergeurs solidaires

À partir de 2015, face à l'arrivée quotidienne d'exilés en provenance d'Italie notamment, d'abord dans la vallée de la Roya puis dans les Alpes, les associations ont été débordées. Au même moment, plusieurs agriculteurs ont commencé à faire don de leurs productions. Comme Baptiste Vialet, un éleveur de vaches laitières et responsable de la Confédération paysanne dans les Hautes-Alpes, qui fait plusieurs fois l'aller-retour entre sa ferme et le squat de Veynes, à quelques kilomètres de Briançon, pour donner des légumes ou du lait aux exilés qui y vivent.

Petit à petit, des [réseaux se sont créés](#) et des boucles de messages informent désormais les agriculteurs sur les besoins des associations. « *Amener à manger dans les lieux d'accueil, ça s'est vraiment généralisé de façon spontanée : ce n'est pas la Confédération paysanne qui structure les dons, mais des agriculteurs qui se débrouillent individuellement* », se réjouit Olivier Bel, agriculteur solidaire et représentant du syndicat en Provence-Alpes-Côte d'Azur (Paca).

« Moussa avait des choses à évacuer, dont des angoisses. »

Baptiste Vialet n'a pas fait que des dons alimentaires. En 2015, il a hébergé Moussa [\[*\]](#), un jeune mineur malien, et l'a accompagné dans son installation en France. « *On l'a aidé pour trouver une école, pour ses démarches administratives ou son permis* », dit l'agriculteur, impressionné par le cheminement de Moussa. Car le jeune homme revient de loin. Après un parcours migratoire chaotique, passé par la Libye, il est arrivé en France, mineur, déraciné et seul.

« Je vivais dans un squat, et un jour, un bénévole nous a demandé si on voulait aller vivre chez quelqu'un. Je suis arrivé chez Baptiste comme ça », se rappelle Moussa en souriant. Une aide qui lui a permis de panser ses plaies. « Moussa venait avec moi sur le tracteur, ou il m'accompagnait à la traite. L'idée était d'avoir des discussions, il avait des choses à évacuer, dont des angoisses », dit l'agriculteur. Une vraie histoire d'amitié s'est alors créée entre les deux, qui se voient toujours régulièrement.



Moussa*, un jeune exilé, dans sa chambre à Briançon.

Au-delà de l'hébergement, de nombreux paysans ont déjà proposé un contrat de travail à des exilés. C'est le cas de Sylvain Martin, un maraîcher assis sur des bottes de foin au milieu des manifestants. En 2016, il a embauché pour six mois Abdallah sur son exploitation maraîchère, dans la vallée de la Vallouise. Un emploi qui tombait à pic pour le Soudanais, géographe de formation, dont la famille travaille justement dans l'agriculture.

Le maraîcher garde en mémoire leurs différences de pratique, bénéfiques pour les deux : « Ça m'a fait un bien fou de remettre en question notre manière de faire ». En quelques semaines, l'adaptation de l'un à l'autre s'est faite. Depuis, « on s'appelle régulièrement et il repasse souvent nous voir ». Cet été, Abdallah a ainsi prévu de revenir travailler sur l'exploitation.

« On ne laisse pas quelqu'un qu'on voit dans la détresse. »

Pour Sylvain Apostolo, éleveur de brebis laitières dans le Haut-Var, « il y a beaucoup de solidarité dans le monde paysan. C'est comme les montagnards ou les marins, on ne laisse pas quelqu'un qu'on voit dans la détresse, on lui donne à manger, cela fait aussi partie de notre métier ». Sur sa ferme, Sylvain héberge deux Soudanais depuis quatre ans, en plus de donner régulièrement du lait ou des légumes à des associations d'aide aux exilés de son département.



Doriane et Sylvain Apostolo, éleveurs de brebis laitières dans le Haut-Var, à Montgenèvre.

« C'est à cause de la sécheresse qu'il est parti de chez lui »

Si la Confédération paysanne s'est autant mobilisée ce 20 mars, c'est qu'à l'instar de nombreux agriculteurs, le syndicat établit un lien entre immigration et systèmes agricoles européens. « *Nous sommes sensibles à ces sujets parce qu'on essaie d'avoir une vision globale de nos pratiques agricoles* », expose Sylvain Martin. La chaîne de conséquences entre agriculture intensive, [dérèglement climatique et migration](#) s'illustre par le cas d'Abdallah : « *C'est à cause de la sécheresse qu'il est parti de chez lui.* »

Les Nations unies tablent sur [250 millions de réfugiés climatiques en 2050](#), tandis que le cadre de protection international reste encore flou vis-à-vis de ces déplacés. Or les dérèglements climatiques sont déjà depuis plusieurs années un facteur aggravant, [imbriqué avec d'autres](#), de départ de leur pays d'origine.



« La vie n'a pas besoin de papiers », dans une rue de Briançon.

Pour Nicolas Girod de la Confédération paysanne, les politiques agricoles européennes peuvent aussi favoriser la paupérisation des agricultures du reste du monde : « *On devrait accompagner les pays du Sud vers une souveraineté alimentaire. Mais tout ce qu'on fait, c'est leur exporter nos surplus, produits à [grands coups de subventions](#), avec une compétitivité économique en notre faveur. Avec cela, on ne peut pas s'étonner que des gens se mettent sur les routes parce qu'on a détruit leur capacité de production.* »



Nicolas Girod, de la Confédération paysanne, prend la parole devant le poste de la police aux frontières à Montgenève.

Le travail dissimulé, la ligne rouge à ne pas franchir

Si la Confédération paysanne essaye de structurer ce réseau de solidarité, elle fait néanmoins face à de nombreux défis. « *Pour l'instant, ce sont plus des initiatives individuelles. Plusieurs associations comme la Cimade [engagée aux côtés des étrangers] nous demandent de lister les besoins qu'il y aurait en termes d'emplois agricoles. Mais on a du mal à répondre : les fermes de notre réseau ont déjà du personnel ou ne peuvent pas embaucher sur une courte période* », explique Olivier Bel, représentant en Paca.

De plus, la question du [travail dissimulé](#) peut être un frein à la solidarité. « *La Mutualité sociale agricole est très à cheval sur le travail dissimulé, les gens sont méfiants et parfois le processus bloque* », dit Olivier Bel. Car s'il est courant qu'un agriculteur aide un collègue, la question est évidemment plus compliquée lorsqu'il s'agit d'employer au noir un exilé. D'autant qu'à la campagne, tout se sait. La Confédération paysanne connaît bien le sujet, et alerte régulièrement sur les conditions de travail des ouvriers agricoles étrangers, [parfois surexploités et payés une misère](#).



« No Borders », « Pas de frontières », sur la route entre Montgenèvre et Briançon.

Mais le syndicat dit rester très vigilant pour que l'accueil solidaire ne profite pas plus aux agriculteurs qu'aux exilés. *« On est conscient qu'il peut y avoir des abus, soutient Olivier Bel. On trouve des solutions pour mettre des garde-fous partout. J'ai souvent été sollicité, mais j'ai préféré accueillir des gens dans un cadre très ponctuel et officiel, pour un apprentissage par exemple. »*

Dans tous les cas, la solidarité des agriculteurs n'est pas sans risques. Sylvain Apostolo a par exemple pris la décision d'héberger les deux exilés soudanais alors qu'ils étaient sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF). C'était avant que le Conseil constitutionnel ne vienne invalider le [délit de solidarité](#), en juillet 2018.

À l'époque, il était risqué d'héberger une personne sous OQTF, car c'est le juge qui devait décider [si cet hébergement répondait à un besoin humanitaire et désintéressé](#). *« C'est vrai qu'on pouvait avoir des problèmes, mais les gens n'ont pas le choix, alors on ne s'est pas posé pas la question », dit M. Apostolo.*

« Je veux retourner au Mali pour construire un hôpital là-bas, et aider les personnes qui en ont besoin. »

Ces formes d'accueil ont porté leurs fruits. Les deux personnes prises sous son aile ont ainsi appris le français à une vitesse exceptionnelle auprès des locaux et aujourd'hui, l'un a été régularisé, l'autre doit l'être sous peu. Moussa, lui, aidé par Baptiste, s'est sorti magistralement de sa situation difficile. *« Il voulait devenir infirmier. Je suis administrateur au lycée agricole de Gap, alors on l'a inscrit à une formation d'aide à la personne », se rappelle l'éleveur, dont le jeune protégé travaille désormais à l'Ehpad de Briançon avec une idée précise : « Je veux retourner au Mali pour construire un hôpital là-bas, et aider les personnes qui en ont besoin », dit Moussa.*



Le maraudeur de Tous migrants et Laurent Théron, après leur garde à vue.

Mais pour les agriculteurs comme pour les exilés, des obstacles existent aussi en amont, dès la traversée de la frontière. Le 21 mars, au lendemain de la manifestation, le réveil des agriculteurs solidaires a été brutal. Le téléphone du porte-parole Nicolas Girod s'est affolé. L'un des leurs, Laurent Théron, vigneron dans le Vaucluse, [était en garde à vue](#) avec un membre de l'association Tous migrants. Les deux hommes avaient participé à l'une des maraudes qui ont lieu chaque nuit pour porter assistance aux exilés. Retenus au motif « *d'aide à l'entrée ou au séjour irréguliers* » sur le territoire, ils ont finalement été relâchés au bout de trente-cinq heures.

À Briançon, devant [le Refuge solidaire, un lieu d'accueil](#) géré par des bénévoles, Laurent Théron livre ses premières impressions : « *Ce n'est pas normal que l'on soit traités comme des passeurs qui gagnent du fric.* » Les deux hommes ont été arrêtés à 1 heure du matin en présence de cinq exilés, dont certains étaient épuisés. « *On s'apprêtait à contacter une voiture de Médecins du monde, car notre travail, c'est de les mettre à l'abri du froid* », dit l'agriculteur. Ni lui ni le jeune maraudeur de Tous migrants ne semblaient découragés par leur arrestation. « *Je suis fermement décidé à revenir* », assure Laurent Théron. Aucune poursuite ne leur a été notifiée ; mais un complément d'enquête est en cours. Pas de quoi lui faire peur : « *Qu'ils en fassent un, de procès. Ça nous fera une tribune !* » Et une occasion de plus de mettre en avant la nécessaire solidarité envers les exilés.